



TOUS ET TOUTES TOUCHÉ-ES

La tragédie humaine de l'agression russe en Ukraine aura aussi des conséquences politiques et économiques de grande envergure.

Sur le plan économique, la guerre en Ukraine aggrave les conséquences néfastes de la pandémie. Les prix du gaz et de l'énergie vont encore augmenter. Les pays de l'UE importent de Russie 40 % de leur approvisionnement en gaz et 27 % de leur approvisionnement en pétrole. Si l'on veut se passer de ce fournisseur, il faudra du temps pour remplacer les approvisionnements en gaz et en pétrole en provenance de Russie, l'interruption de ces approvisionnements fera augmenter les prix.

Alors que l'augmentation de l'inflation en 2021 était considérée par la plupart des observateurs comme un phénomène temporaire, l'Europe pourrait maintenant être confrontée à un niveau d'inflation élevé plus durable, en partie à cause de l'augmentation des prix de l'énergie, mais aussi parce que les prix des aliments de base pourraient également augmenter. L'Ukraine est l'un des principaux exportateurs de céréales et toute perturbation des exportations entraînerait une hausse des prix ; mais aussi parce que le gaz naturel est l'un des principaux éléments de la production d'engrais, de sorte que la hausse des prix du gaz augmentera également le coût de production des produits agricoles et donc le coût des aliments de base.

Bref tous les ingrédients sont réunis pour une crise économique majeure. **L'envolée des prix à la pompe en est le premier symptôme.**

Les salarié·es qui cumulent salaires faibles et dépendance à la voiture sont déjà frappé·es de plein fouet. Ce ne sont plus les fins de mois qui sont difficiles, c'est la précarité et la misère qui explosent.



Nouvelle manifestation en soutien au peuple ukrainien samedi 12 mars à Nantes 15h30 – Place Graslin.

DÉPENDANCE MALSAIN

Le ministère de la Santé a signé au moins vingt-huit contrats avec sept cabinets de conseil entre mars 2020 et janvier 2021 dans le cadre de la gestion de

la crise sanitaire, pour un montant de 11,35 millions d'euros.

McKinsey, Citwell, Accenture... Le gouvernement a fait appel aux services de ces cabinets privés pour être conseillé dans la mise en œuvre de sa stratégie sanitaire face à l'épidémie de COVID 19.

Le cabinet McKinsey a été le bénéficiaire de la plupart de ces contrats, empochant quatre millions d'euros à lui seul, pour différentes missions facturées entre 24 000 euros et 3,2 millions d'euros.

Le recours à des cabinets de conseil privés n'est pas nouveau, mais la pandémie, en amplifiant la pratique dans la gestion de la crise sanitaire, a mis en lumière le phénomène.

La CGT a dénoncé le recours à ces cabinets. « **Cela représente des coûts exorbitants, payés avec l'argent des contribuables ! On nous dit que les fonctionnaires coûtent cher mais ce n'est rien à côté du prix de ces études. L'État ne cesse de réduire le nombre d'agents, mais il n'y a aucun contrôle sur la sous-traitance au privé** ».

La CGT dénonce aussi le « **côté méprisant des consultants** » qui « **regardent les fonctionnaires de haut. Ils se demandent seulement comment réduire les coûts, jamais comment améliorer le service rendu** ».

La CGT prône le recrutement massif de fonctionnaires. Elle défend la fin de toutes les formes d'emplois précaires et non-statutaires qui ont été développées.

Des services publics forts sont nécessaires à la cohésion sociale et doivent être gérés démocratiquement dans le but de répondre aux attentes et besoins des populations et donc à l'intérêt général.

FACE À L'INFLATION, AUGMENTATIONS !

Face à une inflation galopante, à l'augmentation des produits alimentaires mais aussi de l'énergie à l'image du gaz, de l'électricité et de l'essence, il est grand temps d'imposer au gouvernement et au patronat des mesures concrètes pour améliorer le pouvoir d'achat des salarié·es, retraité·es et privé·es d'emploi.

GRÈVE ET MANIFESTATIONS

LE 17 MARS 2022

- Nantes : 11h préfecture
- Saint Nazaire : 10 h 30, terre-plein de Penhoët
- Châteaubriant : 11h marché couvert